

APPEL À CONTRIBUTIONS

Faire de la politique : *avec, grâce à ou contre* la famille ?

Sous la direction de :

Sandra Breux, Professeure-chercheuse, Institut national de la recherche scientifique

Anne Mévellec, Professeure titulaire, Université d'Ottawa

Remise des propositions (résumés)

30 mai 2023

Remise des manuscrits complets

10 novembre 2023

Parution

Décembre 2024

Pour consulter l'appel à textes en ligne

www.efg.inrs.ca

APPEL À CONTRIBUTIONS

Remise des propositions (résumés): 30 mai 2023
Remise des manuscrits : 10 novembre 2023

Faire de la politique : *avec, grâce à ou contre* la famille ?

Sous la direction de :

Sandra Breux, Professeure-chercheuse, Institut national de la recherche scientifique

Anne Mévellec, Professeure titulaire, Université d'Ottawa

Famille et politique sont souvent associées ou combinées alors même que la première renvoie à l'espace privé et la seconde à l'espace public (Martin et Commaille 2001). Si de nombreux travaux ont mis ces deux univers en relation – en explorant notamment la genèse des politiques familiales (Séraphin et St-Amour 2020; Baillargeon 2002; Lenoir 1992), ou encore l'usage des métaphores familiales pour décrire le rôle des autorités publiques (Goldstein, 2016), trois raisons invitent à explorer plus précisément les liens entre la famille, les comportements et les choix électoraux ainsi que l'entrée en politique et l'exercice d'un mandat, à tous les paliers, y compris celui du municipal.

Premièrement, la cellule familiale revêt aujourd'hui des formes plus variées, dont témoigne la diversité des thématiques étudiées par la sociologie de la famille

(Pronovost 2004; Quéniart et Hurtubise 2002), mais également l'élasticité et la pluralité de ses acceptions (de Singly 2018) : « la famille est une réalité en mouvement » (Wieviorka 2018). De leur côté, les trajectoires et les comportements politiques se caractérisent également par leur diversité. Ainsi, les formes traditionnelles d'adhésion à des partis politiques et l'exercice du droit de vote sont plutôt en déclin, alors que d'autres formes d'engagement politique se déploient (Ogien et Laugier 2014). Dit autrement, famille et politique sont loin d'être des notions ou même des réalités statiques.

Deuxièmement, la conciliation politique-famille fait aujourd'hui l'objet de questionnements à tous les niveaux de gouvernement. Ces dernières décennies ont vu des travaux en sciences politiques, en sociologie et en études des femmes

s'intéresser davantage aux profils et aux trajectoires des femmes en politique. Si ces travaux ont permis de mieux documenter la diversité des situations et les écarts existant entre les hommes et les femmes politiques (Navarre 2015; Mévellec et Tremblay 2016), peu ont placé la famille au centre de leurs analyses du recrutement et de l'exercice de la démocratie représentative.

Troisièmement, étudier les liens entre politique et famille s'annonce particulièrement intéressant, et ce à tous les paliers de gouvernement. On notera toutefois que si la question a déjà été abordée pour les parlementaires (Dogan, 1967; Niess, 2012; Seizelet, 2006), peu de recherches ont porté sur les échelons infranationaux. Ceci peut apparaître assez paradoxal, puisque le palier municipal est souvent présenté comme celui de la proximité, ce qui laisse penser qu'il est plus accessible à toutes et à tous et plus favorable à une conciliation politique-famille, en raison notamment de la proximité pour les élu·e·s du lieu de travail et du domicile. Peu d'études ont d'ailleurs contesté l'influence de la famille sur les comportements et les engagements politiques à cette échelle de gouvernement.

Pour cet ensemble de raisons, renouer avec des travaux plus classiques de sociologie et, plus particulièrement de sociologie politique, tout en analysant le contexte familial des parcours politiques individuels apparaît nécessaire. Dans ce cadre, l'ambition de

cet appel à textes est double. Il s'agit d'abord de combler les lacunes des études actuelles sur les liens entre famille et politique, tant au Canada, en Europe qu'ailleurs dans le monde (Brossier, 2019), ou encore à travers des contextes historiques variés. Il s'agit ensuite de cerner les contours de l'hérédité politique et de l'hérédité élective (Offerlé 1993) en privilégiant trois angles d'analyse : les comportements et choix électoraux (axe 1), l'entrée en politique (axe 2) et l'exercice de la politique (axe 3).

Axe 1. Les comportements et les choix électoraux : faire de la politique avec la famille ?

Les travaux de sociologie politique ont fait de la famille une variable clé du comportement électoral (Smets et van Ham 2013). De l'acte de voter au choix politique, l'influence de la famille est visible (Bhatti et Hansen 2012; Gidengil, O'Neill, et Young 2010; De Landtsheer et al. 2018). Développé à la fin des années 1960 par Jennings et Niemi (1968), le modèle de la transmission des valeurs politiques entre parents et enfants se révèle encore robuste malgré les transformations sociales et familiales (Jennings, Stoker, et Bowers 2009). Comme le soulignent Braconnier, Coulmont, et Dormagen (2017), « contrairement à ce que pourrait laisser croire sa définition normative, le vote n'est, en effet, pas un acte individuel » et « la famille fait voter » (p.1028). Le statut matrimonial, le mode de cohabitation, les personnes vivant seules

etc., tous ces facteurs sont susceptibles d'influencer la décision de se rendre aux urnes, notamment pour un vote à l'échelle nationale (Braconnier, Coulmont, et Dormagen 2017). Au Québec, les rares données municipales sur le sujet tendent à aller dans le même sens. Breux et Vallette (2020) ont en effet montré que, dans certaines situations, l'incitatif parental est crucial dans la décision des jeunes adultes de participer au vote. Par ailleurs, Vallette (2021) indique que les aîné·e·s constituent un électorat particulièrement actif au niveau municipal, peut-être parce que rassembler les informations nécessaires exige plus de temps que pour des élections provinciales ou nationales (Cutler et Matthews 2005), un temps que prendraient moins les autres groupes d'âge. D'autres encore indiquent que les décisions municipales touchent moins les jeunes générations, ce qui expliquerait leur abstentionnisme plus marqué (Couture, Breux, et Bherer 2014; Dostie-Goulet et al. 2012). Si l'âge demeure une variable explicative forte de la participation électorale, et ce, quel que soit le niveau de gouvernement, les taux de participation qui campent bien en dessous de la barre symbolique des 50% ne sont pas rares, notamment au Canada (Breux et Couture 2018) et aux États-Unis (Aldag, 2019). Ce phénomène questionne : quand une personne fait le choix de s'abstenir lors d'une élection, ce comportement se transmet-il au reste de la famille ? Les

dynamiques à l'œuvre au palier municipal sont-elles différentes de celles qui s'exercent aux autres niveaux de gouvernement ?

Les travaux d'Anne Muxel ont bien décrit la façon dont les identités politiques se construisent au fil du temps et s'ajustent au contexte familial : de façon générale, « la transmission politique [...] est toujours effective » au sein de la famille (Muxel 2018). Comment alors cette transmission joue-t-elle, dans différents contextes historiques et géographiques, et au palier municipal où l'apolitisme est parfois de mise ? Comment les identités politiques s'ajustent-elles lorsque l'offre politique ne fournit pas de repères idéologiques clairs ? La transmission familiale s'opère-t-elle toujours lorsque la politique, notamment municipale s'appuie sur une personnalisation des liens entre élu·e·s et électeur·trice·s, comme c'est parfois le cas au Canada ?

Axe 2 : L'entrée en politique : faire de la politique grâce à la famille ?

Cet axe vise à interroger les modes de socialisation intrafamiliaux qui amènent certains individus à embrasser la carrière politique (Tournier 2009; Garraud 1992). Alors que la famille revêt aujourd'hui des formes variées, elle influence toujours fortement l'engagement politique traditionnel – notamment celui des jeunes élus locaux français (Lacroix et Lardeux 2022) et parfois même, continue de conférer une certaine hérédité en politique (Marneur

2016). De façon plus générale, la présence de mères politiquement impliquées semble favoriser l'engagement de leurs filles (Lawless et Fox 2005).

Brossier et Dorronsoro (2016), dans leur analyse de la notion d'hérédité, mettent en évidence l'existence de transmissions familiales : « la transmission familiale du pouvoir persiste dans les systèmes politiques concurrentiels, alors qu'elle y semble a priori paradoxale [...] En effet, le discours démocratique se fonde sur la rencontre d'individus – votants et candidats – dont les familles sont renvoyées à la sphère privée. Pourtant, l'usage de la parenté a quelquefois permis d'installer des dynasties politiques au sommet de l'État et, si les familles politiques à la tête de l'exécutif parviennent rarement à survivre à la troisième succession, il en va différemment pour les dynasties de parlementaires ou d'élus locaux. On constate ainsi que, sans qu'il y ait de transmission héréditaire de droit, des familles occupent des positions stratégiques dans nombre de systèmes politiques concurrentiels » (p.10). Y a-t-il encore aujourd'hui des transmissions électives ? Se déroulent-elles différemment selon les paliers politiques et comment se préparent-elles ? Ces transmissions concernent-elles des catégories spécifiques d'élus·es ? (Marneur 2016).

Cet axe peut aussi éclairer d'autres facettes d'une politique pratiquée « en famille » : les parcours de certaines femmes politiques

tablant sur leur capital familial ou conjugal (Tozo 2004), les liens entre la socialisation familiale et les formes d'engagement alternatif ou les réflexions sur la notion de « familles politiques » (Perrineau 2018).

Axe 3 : L'exercice de la politique : faire de la politique en dépit de la famille ?

Dans ce dernier axe, la focale se déplace : il s'agit moins de s'intéresser à la famille comme lieu de primo-socialisation que d'explorer les liens entre famille et politique dans une optique synchrone. La famille est alors la cellule dans laquelle se positionne l'adulte engagé·e en politique, impliquant son ou sa conjointe, ses parents ou descendant·e·s. Le couple famille-politique pourra être exploré sous l'angle de l'exercice des mandats ou du déroulement des carrières des hommes et des femmes politiques selon leur inscription familiale. À l'heure où le congé de maternité de Jacinda Ardern, Première Ministre néo-zélandaise et son choix de siéger avec son bébé à l'ONU font les manchettes, la famille constitue-t-elle un frein à l'exercice du mandat politique ? Au Québec, ce n'est que depuis 2016 que les élu·e·s du palier municipal ont droit à un congé parental de 18 semaines. Cette modification législative a été décrite comme une avancée pour la conciliation politique-famille. Toutefois, l'âge moyen des élu·e·s municipaux au Québec est de 53,3 ans tous types de postes confondus (Ministère des Affaires municipales et

de l'Habitation 2021), laissant penser que l'enjeu de la conciliation politique-famille est peut-être moins prégnant qu'aux autres paliers de gouvernement. Mais qu'en est-il concrètement ? Il s'agit alors d'identifier les enjeux de conciliation travail-famille-engagement politique et de mesurer leurs impacts sur l'avancement en carrière, en tenant compte du genre (Navarre, 2015). Sur quels soutiens familiaux ces élu·e·s peuvent-ils ou peuvent-elles compter pour mener à bien leurs différentes activités (Pini et McDonald 2004) ? Inversement, il est possible de penser que des élu·e·s plus âgé·e·s puissent aussi être engagé·e·s dans des relations d'aide intra-familiales. Cela influence-t-il leurs carrières politiques ?

Quelles sont les mesures prises par les différents gouvernements pour favoriser la conciliation d'un mandat politique avec la famille.

Enfin, la gestion du temps, mais aussi des revenus (Demazière et Le Saout 2022), l'emploi de membres de la famille (Monnery 2019), le rôle des conjoint·e·s (Gris 2021) ou encore de la sortie de la politique offrent aussi plusieurs pistes d'interrogation. Le salaire lié au mandat électif est-il suffisant pour subvenir aux besoins d'une famille ? Comment concilier famille et politique devant les médias ? Comment réagir au harcèlement dont peuvent parfois être l'objet les élu·e·s ?

Les propositions (résumés) doivent être soumises sur le site de la revue (<http://www.efg.inrs.ca/formulaire-soumettre-proposition/>) pour le **30 mai 2023**. Veuillez sélectionner le titre du numéro thématique dans le formulaire de soumission. La proposition doit comprendre un titre provisoire, un résumé (1 500 à 2 000 caractères, espaces compris) et les coordonnées de tous les auteur.e.s. Les auteur.e.s des propositions retenues devront remettre leur manuscrit au plus tard le **10 novembre 2023**. Veuillez consulter le site de la revue pour connaître les règles d'édition de la revue. Les manuscrits sont acceptés ou refusés sur la recommandation de la direction de la revue et des responsables du numéro après avoir été évalués à l'aveugle par deux ou trois lecteurs externes.

Références

Baillargeon, D. 2002. « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique », *Lien social et Politiques*, no 36, pp. 21-32.

Bhatti, Y. et K. M. Hansen. 2012. « Leaving the Nest and the Social Act of Voting: Turnout among First-Time Voters », *Journal of Elections, Public Opinion & Parties*, vol 22, no 4, pp. 380-406.

Braconnier, C., Coulmont, B. et J.-Y. Dormagen. 2017. « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale: Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, vol 67, no 6, pp. 1023-1040.

Breux, S. et J. Couture (éd.). 2018. *Accountability and responsiveness at the municipal level: views from Canada*, McGill-Queen's studies in urban governance 9. Montreal: McGill-Queen's University Press.

Breux, S. et S. Vallette. 2020. « Voter à l'échelle municipale au Québec: significations et portée chez certains jeunes électeurs », *Revue Jeunes et Société*, vol 5, no 1, pp. 50-70.

Brossier, M. et G. Dorronsoro. 2016. « Le paradoxe de la transmission familiale du pouvoir », *Critique internationale*, vol 73, no 4, pp. 9-17.

Couture, J., Breux, S. et L. Bherer. 2014. « Analyse écologique des déterminants de la participation électorale municipale au Québec », *Canadian Journal of Political Science*, vol 47, no 4, pp. 787-812.

Cutler, F. et J. S. Matthews. 2005. « The Challenge of Municipal Voting: Vancouver 2002 », *Canadian Journal of Political Science*, vol 38, no 2, pp. 359-82.

De Landtsheer, C. Kalkhoven, L. Heirman, W. et P. De Vries. 2018. « Talking politics at the dinner table: stereotypes in children's political choices », *Politics, Culture and Socialization*, vol 7, no 1-2, pp. 143-56.

Demazière, D. et R. Le Saout. 2022. « Que signifie vivre de ses mandats? Retour sur une dimension négligée de la professionnalisation politique », *Politique et Sociétés*, vol 41, no 1, pp. 59-83.

Dostie-Goulet, E., Blais, A., Fournier, P. et E. Gidengil. 2012. « L'abstention sélective, ou pourquoi certains jeunes qui votent au fédéral boudent les élections municipales », *Canadian Journal of Political Science*, vol 45, no 4, pp. 909-27.

Garraud, Philippe. 1992. « La ville en héritage. Hérité familiale et héritage politique chez les maires urbains », dans *L'hérité politique chez les maires urbains* (pp. 219-34), C. Patriat et J.-L. Parodi (éds.), Paris: Economica.

Gidengil, E., O'Neill, B. et L. Young. 2010. « Her Mother's Daughter? The Influence of Childhood Socialization on Women's Political Engagement », *Journal of Women, Politics & Policy*, vol 31, no 4, pp. 334-55.

Gris, C. 2021. *Femmes d'élus: sociologie d'un second rôle*, Collection « Clair & net », Lormont: Le Bord de l'eau.

Jennings, M. Kent, et R. G. Niemi. 1968. « The Transmission of Political Values from Parent to Child », *American Political Science Review*, vol 62, no 1, pp. 169-84.

Jennings, M., Stoker, K. L. et J. Bowers. 2009. « Politics across Generations: Family Transmission Reexamined », *The Journal of Politics*, vol 71, no 3, pp. 782-99.

Lacroix, I. et L. Lardeux. 2022. *Jeunes et déjà maires: le prix de l'engagement dans la politique municipale*. Espaces politiques, Villeneuve-d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion.

Lawless, J. L. et R. L. Fox. 2005. *It takes a candidate: why women don't run for office*, Cambridge ; New York: Cambridge University Press.

Lenoir, R. 1992. « L'Etat et la construction de la famille », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol 1, no 91-92, pp. 20-37.

Marneur, V. 2016. « Le genre de l'hérédité en politique: une filière d'accès pour les élues municipales en Gironde? », *Critique internationale*, vol. 4, no 73, pp. 53-70.

Martin, C. et J. Commaille. 2001. « La repolitisation de la famille contemporaine », *Comprendre-Revue annuelle de philosophie et de sciences sociales*, no 2, pp. 129-49.

Mévellec, A. et M. Tremblay. 2016. *Genre et professionnalisation de la politique municipale: un portrait des élues et élus du Québec*, Montréal: Presses de l'Université du Québec.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. 2021. *Résultats des élections municipales 2021*. electionsmunicipales.gouv.qc.ca

Monnery, B. 2019. « Collaborateurs, emplois familiaux et niveau d'activité des parlementaires français », *Revue économique*, no 70, pp. 5-29.

Muxel, A. 2018. « La politique au cœur de la famille », dans *La Famille dans tous ses états* (pp. 143-56), Auxerre: Éditions Sciences Humaines.

Navarre, M. 2015. *Devenir élue. Genre et carrière politique*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.

Offerlé, M. 1993. « Usages et usure de l'hérédité en politique », *Revue française de science politique*, vol 43, no 5, pp. 850-856.

Ogien, A. et S. Laugier. 2014. *Le principe démocratie: enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris: la Découverte.

Perrineau, P. 2018. « Y a-t-il des familles politiques? », dans *La Famille dans tous ses états* (pp. 356-372), Auxerre: Éditions Sciences Humaines.

Pini, B. et P. McDonald. 2004. « A good job for a woman? The myth of local government as family friendly », *Local Governance*, vol 30, pp. 144-151.

Pronovost, G. 2004. « Quels enjeux de recherche pour les familles d'aujourd'hui? » *Enfances, Familles, Générations*, no 1.

Quénart, A. et R. Hurtubise. 2002. « Nouvelles familles, nouveaux défis pour la sociologie de la famille », *Sociologie et sociétés*, vol 30, no 1, pp. 133-43.

Séraphin, G. et N. St-Amour. 2020. « Politique familiale: de quoi parle-t-on? », *Enfances, Familles, Générations*, no 35.

de Singly, F.. 2018. « Le singulier et le pluriel de la famille », dans *La Famille dans tous ses états* (pp. 29-41), Auxerre: Éditions Sciences Humaines.

Smets, K. et C. van Ham. 2013. « The Embarrassment of Riches? A Meta-Analysis of Individual-Level Research on Voter Turnout », *Electoral Studies*, vol 32, no 2, pp. 344-59.

Tournier, V. 2009. « Le rôle de la famille dans la transmission politique entre les générations: histoire et bilan des études de socialisation politique », dans *L'intergénérationnel* (pp. 169-94), Rennes: Presses de l'EHESP.

Tozo, E. A. 2004. « Rosine Soglo, famille et entreprise politique », *Politique africaine*, vol 95, no 3, pp. 71-90.

Vallette, Salomé. 2021. « Importance of Voting at the Municipal Level: The Seniors' Voices », *Frontiers in Political Science*, vol 3, article 737315.

Wieviorka, M. 2018. « Introduction », dans *La Famille dans tous ses états* (pp. 5-12), Auxerre: Éditions Sciences Humaines.